

# Bruxelles, ville musulmane en 2030 ?

L'islam a inondé une Europe plus qu'accueillante et, faute de s'y intégrer, revendique ses différences culturelles et religieuses. L'épopée d'une population envahissante

Aldo-Michel Mungo

Il y a quelques semaines, l'hebdomadaire *Le Vif/L'Express* titrait en couverture "Bruxelles musulmane en 2030". L'analyse n'exclut pas le scénario d'une capitale européenne devenue musulmane dans à peine 20 ans. Pourquoi ce scénario est-il inquiétant ? Le problème n'est pas religieux, il est politique. Ce qui est en cause, c'est l'islam politique qui veut introduire la charia dans notre société et transformer notre façon de vivre. N'ayons pas peur des mots : l'islam politique est une idéologie d'extrême droite, fascisante, qui instrumentalise la religion pour parvenir au pouvoir et régir la Cité de manière totalitaire. Que se passera-t-il si nous continuons à faire des concessions aux barbus ? Nous vivrons tout simplement une vaste régression sociale. Nous reviendrons sur plus d'un siècle de conquêtes : l'émancipation de l'individu face au clergé, l'égalité hommes-femmes, la laïcité, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la mixité, le droit à l'enseignement pour tous, le droit au travail, la fin des prescrits religieux, la liberté d'expression et de pensée. En un mot, la fin des dogmes imposés par les clercs.

Que constatons-nous dans certains quartiers de Bruxelles ?

Une atmosphère étouffante, des pressions et des injures visant les femmes qui ne portent pas le voile, l'interdiction de fait des commerces qui ne sont pas *halal*. C'est-à-dire la disparition de tout commerce vendant de l'alcool, du porc et tout ce qui est "illicite" aux yeux des nouveaux inquisiteurs religieux. Des écoles où les professeurs ne peuvent plus parler du darwinisme, des croisades ou de la Shoah sans se faire insulter. Des mosquées qui dictent leur volonté à des dirigeants de gauche qui, par électoralisme, ont tourné le dos à la laïcité. Par actions disséminées, les islamistes transforment notre ville et introduisent petit à petit des éléments de la charia pour tenter d'en faire une ville musulmane. Mais il faut oser le dire : la charia est contraire aux valeurs de notre civilisation gréco-chrétienne. D'ailleurs, la plus haute juridiction du continent, la Cour européenne des droits de l'Homme, a dit pour droit le 31 juillet 2001 que la charia est incompatible avec le régime démocratique.

Comment sommes-nous arrivés à une telle situation ?

A partir des années 1960, des immigrés musulmans ont été recrutés pour servir les intérêts de l'industrie belge. Mais aucun ouvrier n'a été déporté de force, chacun a été payé et personne n'a été retenu contre son gré en Belgique. Ils ont été accueillis comme l'ont été les immigrés polonais, italiens, espagnols, portugais, et bien d'autres avant eux. Comme l'a été mon père. Comme l'ont été vos pères, mères ou grands-parents. Car cette terre est depuis toujours une terre d'immigration et nous sommes tous des descendants d'étrangers. Nous avons ensuite permis à ces nouveaux immigrés de faire venir leur famille ; nous leur avons octroyé les droits et les avantages acquis par nos aïeux ; nous avons accordé la nationalité belge à ceux qui la demandaient. Nous avons ouvert nos dispositifs sociaux à des dizaines de milliers de réfugiés ; nous avons régularisé massivement les sans-papiers, nous avons financé la formation des arrivants et l'instruction de leurs enfants.



Manifestation propalestinienne à Bruxelles, le 4 juin dernier. (© AP)

Pour éviter la concentration des enfants d'immigrés, nous avons même perdu la liberté d'inscrire les nôtres dans l'école de notre choix. Nous l'avons fait avec un esprit universaliste, croyant de bonne foi que ces immigrés musulmans souhaitaient vraiment partager nos valeurs et notre style de vie.

## La non-intégration : un droit

Mais il faut bien constater que certains Musulmans radicaux tendent maintenant à revendiquer la non-intégration comme un droit. Quelques associations antiracistes ont réussi à imposer le droit à la différence pour les immigrés musulmans et l'obligation de s'adapter pour le reste de la population.

Les politiciens au pouvoir sont allés jusqu'à entériner le "multiculturalisme", cette idéologie hasardeuse selon laquelle des patrimoines de valeurs complètement différents peuvent former une société cohérente.

Aujourd'hui, la multiculturalité est désormais rebaptisée "interculturalité", un nouveau concept qui signifie essentiellement que

toute croyance - aussi ridicule ou ignoble soit-elle - est correcte et acceptable au nom de la diversité. Pour résoudre le bien-vivre ensemble, il faudra davantage que cinq minutes de courage politique. Il faudra faire le choix de la parole vraie, de la rigueur intellectuelle.

Que faire, me demanderez-vous ? Que proposer face à ce défi ?

Il y a un passage obligé : nous devons faire front devant les atteintes à la neutralité de l'Etat. Nous devons refuser catégoriquement les privilèges qui sont réclamés pour des raisons religieuses, en dérogation à nos lois démocratiques. Car il nous revient le droit de contraindre à respecter notre contrat social quiconque prétend le violer. Le "vivre ensemble" implique un changement radical d'attitude de la part de chacun. D'une part, il faut cesser de voir en étranger tout homme dès lors qu'il n'est pas blanc : le sens de la citoyenneté n'a pas de couleur. Mais il faut être intraitable avec ceux qui escomptent violer les valeurs du contrat social sous prétexte de leur propre origine.

A cet égard, la tolérance n'est pas de mise,

et la contrainte est de rigueur. Le mérite de l'Etat moderne est d'avoir aboli les privilèges ; nous ne devons pas tolérer qu'ils soient rétablis, au nom d'un dieu hypothétique.

Nous devons refuser toute concession au communautarisme. Et attention aux soi-disant "accommodements raisonnables" qui ne sont rien d'autre, absolument rien d'autre, que des privilèges religieux, des lois particulières édictées pour quelques-uns. Si nous en admettons le principe, il sera impossible de faire marche arrière ensuite.

Ce sont des revendications qui tendent à instaurer le développement séparé des différentes composantes de notre société. Ceux qui les prônent vont dresser définitivement des murs infranchissables. En effet, si chacun obtient satisfaction sur des particularismes identitaires, que restera-t-il du "vivre-ensemble" ?

Rien. Il restera une société fondée sur le développement séparé. Une société ségrégationniste. Une société fondée sur le principe de l'apartheid. Il faut dire non aux accommodements raisonnables qui sont la porte ouverte à la scission de la société sur des bases uniquement religieuses et qui vont organiser la société dans l'hystérie piétiste du "pur" (le Halal) et de l'"impur" (le Haram).

## La démocratie profite à tous, même aux antidémocrates

Nous ne pouvons nous accommoder de différences religieuses essentiellement revendiquées par des idéologues fondamentalistes et rétrogrades. Car, dans notre société, aucun groupe ne peut se prévaloir de privilèges : tout le monde est sur le même pied. Ces revendications se fondent sur le postulat que plusieurs civilisations peuvent coexister sur le même sol. Cela est faux car cela mène à la guerre civile. Et, c'est évident, seule la position laïque est à même d'assurer la paix civile.

Les seuls "accommodements vraiment raisonnables" sont ceux qui s'imposent aux derniers arrivants, comme l'exige la plus élémentaire courtoisie.

Ce que nous proposons à nos concitoyens musulmans, en plus de toute notre assistance, de toute notre solidarité sociale, à côté de tous les avantages qu'il y a à vivre en Belgique, c'est simplement qu'ils s'accommodent de nos institutions, de notre mode de vie et de nos traditions. Ce que nous leur proposons c'est d'intégrer notre contrat social. Mais nous ne pouvons accepter l'ingérence de considérations religieuses, ni donner une légitimité institutionnelle quelconque à cet effet, et encore moins considérer des financements pour de tels agencements.

Nous devons être intraitables sur la liberté de conscience et d'expression ; sur le pluralisme philosophique ; sur l'égalité des droits entre les individus, hommes et femmes ; sur la neutralité de l'Etat ; sur le respect de toutes les minorités ; sur la soumission au processus démocratique ; sur la soumission aux lois nationales ; et sur le respect des traditions et des usages qui sont les nôtres.

Les valeurs de la démocratie bénéficient à tous, y compris aux ennemis de la démocratie. Ces valeurs sont notre force. Prenons garde à ce qu'elles ne deviennent pas notre faiblesse.

Nul n'entend renoncer à l'Etat de droit ; ce serait renoncer à nous-mêmes. Mais si notre droit est impuissant à faire respecter notre mode de vie, changeons-le ! ■

## Vote nationaliste en Belgique

### Triomphe des séparatistes flamands

AP et JPost

Les séparatistes de la Nouvelle alliance flamande (N-VA) de Bart de Wever ont obtenu 28,3 % des voix dans la région néerlandophone de Flandre, dans le nord, où vit la majorité (60 %) des 10,5 millions de Belges. Tels sont les résultats officiels quasi complets publiés vers 22 heures dimanche 13 juin et portant sur 96,5 % des suffrages. En Wallonie francophone (sud), où les formations politiques restent majoritairement attachées à l'unité du pays, le parti socialiste était crédité de 36,5 % des voix, devant les libéraux du Mouvement réformateur (MR) avec 24,8 %.

Quelque 7,7 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dans tout le pays, où le vote est obligatoire.

Ces élections anticipées ont été convoquées après la chute le 26 avril du gouvernement du Premier ministre sortant Yves Leterme, suite à l'échec des négociations pour résoudre le différend entre partis flamands et wallons.

Pendant toute la campagne électorale, le discours séparatiste a constitué le principal argument de Bart de Wever, partisan du "confédéralisme". A terme, les séparatistes ne cachent pas leur intention de se dissocier totalement de la partie wallonne.

Le chef de file du parti socialiste wallon, Elio di Rupo, a reconnu dimanche que les électeurs flamands avaient envoyé un "signal fort" en faveur d'une plus grande autonomie régionale, message qui "doit être entendu". ■